



FIDUCIAL

AUDIT

MISSION LOCALE DE LA PICARDIE MARITIME

Association Loi 1901
82, rue Saint Gilles
80 100 ABBEVILLE

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31 décembre 2017

1/2

SOCIETE FIDUCIAIRE NATIONALE DE REVISION COMPTABLE
Société Anonyme de Commissariat aux Comptes au capital de 250 000 € - 334 301 488 RCS Nanterre
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles
Paris la Défense – 41, rue du Capitaine Guynemer – 92925 LA DEFENSE cedex – Site : www.fiducial.fr

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
Exercice clos le 31 décembre 2017**

Aux membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Courbevoie, le 24 mai 2018

Le Commissaire aux Comptes

FIDAUDIT

Membre du réseau FIDUCIAL



François PINAULT



FIDUCIAL
AUDIT

**MISSION LOCALE
DE LA PICARDIE MARITIME**

Association Loi 1901
82, rue Saint Gilles
80 100 ABBEVILLE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2017

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2017

Mesdames, Messieurs les membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Mission Locale de Picardie Maritime relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués notamment pour ce qui concerne la comptabilisation des subventions reçues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport financier et des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité. Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Courbevoie, le 24 mai 2018

Le Commissaire aux Comptes
FIDAUDIT
Membre du réseau FIDUCIAL



François PINAULT

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2017			31/12/2016
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	4 993	4 993		
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	324 717	5 376	319 341	
Installations techniques, mat. et outillage indus.					
Autres immobilisations corporelles	351 674	143 779	207 894	39 588	
Immobilisations grevées de droits					
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés	183		183	153	
Prêts	5 310		5 310		
Autres immobilisations financières	7 489		7 489	4 339	
TOTAL (I)	694 365	154 148	540 217	44 080	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
Marchandises					
Avances et Acomptes versés sur commandes	1 256		1 256		
CREANCES (3)					
Créances usagers et comptes rattachés					
Autres créances	1 285 887	230 011	1 055 876	979 659	
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITES	443 558		443 558	688 055	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	17 645		17 645	24 819
	TOTAL (II)	1 748 345	230 011	1 518 334	1 692 533
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF (I à VI)	2 442 710	384 159	2 058 551	1 736 613	
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an			12 799		
(3) dont à plus d'un an					
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents					
Dons en nature restant à vendre					
				- autorisés par l'organisme de tutelle	

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2017	31/12/2016
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise <i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>	52 280	52 280
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Report à nouveau	455 739	442 173
	Résultat de l'exercice	85	13 566
	Total des fonds propres	508 104	508 019
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise - Apports - Legs et donations - Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs Droits des propriétaires Ecarts de réévaluation Subventions d'investissement sur biens non renouvelables Provisions réglementées		
Total des autres fonds associatifs			
Total des fonds associatifs	508 104	508 019	
Provisions			
Provisions pour risques Provisions pour charges	184 350	39 832	
Total des provisions	184 350	39 832	
Fonds dédiés			
Sur subventions de fonctionnement Sur dons manuels affectés Sur legs et donations affectés	320 185	428 620	
Total des fonds dédiés	320 185	428 620	
DETTES (1)			
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	501 919		
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	64 258	70 317	
Dettes fiscales et sociales	272 882	316 836	
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	104 668	267 725	
Produits constatés d'avance	102 186	105 264	
Total des dettes	1 045 913	760 142	
Ecarts de conversion passif			
TOTAL PASSIF	2 058 551	1 736 613	
Résultat de l'exercice exprimé en centimes			
(1) Dont à moins d'un an	84,85	13 566,29	
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	677 868	760 142	
ENGAGEMENTS DONNES	77 651		

Compte de Résultat

Etat exprimé en euros

		31/12/2017	31/12/2016	
		12 mois	12 mois	
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués			
	Prestations de services			
	Productions stockée			
	Production immobilisée			
	Subventions d'exploitation			
	Dons	2 332 704	2 407 653	
	Cotisations			
	Legs et donations	142 370	135 679	
	Autres produits de gestion courante	1	1	
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	477 616	445 507	
	Autres produits			
	Total des produits d'exploitation	2 952 692	2 988 839	
	CHARGES D'EXPLOITATION	Achats		
		Variation de stock		
		Autres achats et charges externes	506 502	529 637
		Impôts, taxes et versements assimilés	132 880	123 849
		Rémunération du personnel	1 310 159	1 168 915
Charges sociales		491 874	502 817	
Subventions accordées par l'association				
Dotation aux amortissements et dépréciations		23 608	8 259	
Dotation aux provisions		209 981	252 788	
Autres charges		251 661	21 063	
Total des charges d'exploitation		2 926 665	2 607 328	
1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER		26 026	381 512	
Produits financiers	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges			
	Intérêts et produits financiers	612	1 243	
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations			
	Intérêts et charges financières	15 246		
2 - RESULTAT FINANCIER		(14 634)	1 243	
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)		11 392	382 755	
Charges financières	Produits exceptionnels	29 885	50 885	
	Charges exceptionnelles	149 627	63 174	
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL		(119 742)	(12 289)	
Impôts sur les sociétés				
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		428 620	71 720	
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		320 185	428 620	
TOTAL DES PRODUITS		3 411 807	3 112 688	
TOTAL DES CHARGES		3 411 723	3 099 121	
EXCEDENT ou DEFICIT		85	13 566	
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS			
	Bénévolat			
	Prestations en nature			
	Dons en nature			
	CHARGES			
	Secours en nature			
	Mise à disposition gratuite de biens et services Personnel bénévole			

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de 2 058 551 euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de 3 411 807 euros et un total charges de 3 411 723 euros, dégageant ainsi un résultat de 84.85 euros.

L'exercice considéré débute le 01/01/2017 et finit le 31/12/2017.

Il a une durée de 12 mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

I Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les logiciels sont amortis sur une durée d'un an, le matériel de transport sur 5 ans, le matériel de bureau informatique sur 2 ans, le matériel et mobilier sur 5 ans.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Les subventions d'investissements sont reprise au compte de résultat selon le même mode que les amortissements des subventions financées.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

II Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

III Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

IV Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

V Traitement comptable des " Subventions Pluriannuelles "

Application du règlement 99-01 du comité de réglementation comptable (C.R.C.)

a/ Comptes Subventions à recevoir (441) :

Sont comptabilisées les sommes restant à percevoir pour les années 2017 à 2019 soit :

Année 2017 : 48 200 €

Année 2018 : 56 570 €

Année 2019 : 10 974 €

TOTAL 115 744 €

c/ Autres dettes (467) :

Sont comptabilisées les sommes destinées au programme d'action du "PLIE" soit :

- Année 2017 : 104 452 €

Annexe libre

Etat exprimé en euros

AUTRES INFORMATIONS :

Par courrier du 22 juin 2016, la Directe notifiait à notre structure un contrôle administratif et financier des activités d'accueil, d'information, d'orientation et d'évaluation sur les années 2013-2014-2015. Les investigations sur place ont débuté le 28 juin 2016. Un avis de contrôle complémentaire du 2 septembre 2016 étendait l'intervention à l'année en cours. Le contrôle était justifié par les prérogatives réglementaires du service de contrôle uniquement.

Par courrier daté du 21 décembre 2016, la Mission Locale recevait une notification partielle des résultats du contrôle relativement à l'année 2013 faisant état d'un rejet de dépenses pour un montant total de 39 831,89 €.

Par courrier daté du 21 décembre 2017, la Mission Locale recevait la notification définitive des résultats du contrôle relativement aux années 2014, 2015 et 2016 faisant état d'un rejet de dépenses pour un montant total de 144 518,23 €.

L'examen du dossier permet de constater que beaucoup de dépenses rejetées s'inscrivent dans le cadre d'actions spécifiques réalisées par la Mission Locale de la Picardie Maritime avec notamment des financements européens (FSE, FEDER) et qu'elles ont déjà fait l'objet de multiples contrôles.

La procédure contradictoire en cours permettra à la Mission Locale de la Picardie Maritime d'apporter des éléments explicatifs et pièces justificatives probantes pour valider les dépenses indument rejetées. Cependant, une provision pour risque a été constituée en conséquence.

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré				
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de reprise	52 280			52 280
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	442 173			442 173
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice	13 566		13 566	
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
Provisions réglementées				
TOTAL	508 019		13 566	494 453

Immobilisations

Etat exprimé en euros

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2017
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virements p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES						
Frais d'établissement et de développement						
Autres	4 993					4 993
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 993					4 993
CORPORELLES						
Terrains						
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement			324 717			324 717
Instal technique, matériel outillage industriels						
Instal., agencement, aménagement divers	22 419		136 910			159 330
Matériel de transport	75 207					75 207
Matériel de bureau, informatique et mobilier	107 415		49 627		39 906	117 137
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	205 041		511 255		39 906	676 390
FINANCIERES						
Participations évaluées en équivalence						
Autres participations						
Autres titres immobilisés	153		30			183
Prêts et autres immobilisations financières	4 339		8 460			12 799
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 492		8 490			12 982
TOTAL	214 526		519 745		39 906	694 365

Amortissements

Etat exprimé en euros

	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2017
		Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Autres	4 993			4 993
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 993			4 993
CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement		5 376		5 376
Instal technique, matériel outillage industriels				
Autres Instal., agencement, aménagement divers	10 738	5 386		16 125
Matériel de transport	68 720	1 592		70 312
Matériel de bureau, mobilier	85 994	11 253	39 906	57 342
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	165 453	23 608	39 906	149 155
TOTAL	170 446	23 608	39 906	154 148

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2017
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
PROVISIONS REGLEMEENTEES					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres	39 832	144 518		184 350	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		39 832	144 518		184 350
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations				
	<ul style="list-style-type: none"> incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières 				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres	263 869	209 981	243 839	230 011
PROVISIONS POUR DEPRECIATION		263 869	209 981	243 839	230 011
TOTAL GENERAL		303 701	354 499	243 839	414 361
Dont dotations et reprises	<ul style="list-style-type: none"> - d'exploitation - financières - exceptionnelles 		209 981	243 839	
			144 518		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2017	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	5 310	5 310	
	Autres immobilisations financières	7 489	7 489	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés	1 279 773	1 279 773	
	Débiteurs divers	6 114	6 114	
	Charges constatées d'avances	17 645	17 645	
TOTAL DES CREANCES	1 316 331	1 316 331		
Prêts accordés en cours d'exercice	5 310			
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2017	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	77 651	77 651		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	424 267	56 222	306 265	61 780
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	64 258	64 258		
	Personnel et comptes rattachés	101 201	101 201		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	165 909	165 909		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	5 771	5 771		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	104 668	104 668		
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance	422 371	422 371			
TOTAL DES DETTES	1 366 097	998 052	306 265	61 780	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	436 841				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	12 803				
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
Fonds dédiés				
Action IEJ Entrepreneuriat jeunesse	54 868	54 868		
Action Parcours IEJ Picardie Maritime	113 957	113 957		
Action sur la Garantie Jeunes	201 467	201 467	257 200	257 200
Action Projets innovants en faveur de la Jeunesse	58 328	58 328	28 960	28 960
Autres actions			34 024	34 024
TOTAL	428 620	428 620	320 185	320 185

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
TOTAL				

ANNEXE - Elément 8

Engagements financiers

Etat exprimé en euros	31/12/2017	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus			
Avals, cautions et garanties			
Engagements de crédit-bail			
Engagements en pensions, retraite et assimilés Engagements de retraite au 31/12		118 494	
		118 494	
Autres engagements			
Location des véhicules		898	
Location photocopieur		57 165	
Location équipement informatique		42 815	
Location téléphonie		29 693	
Emprunts		14 121	
		144 692	
Total des engagements financiers (1)		263 186	
(1) Dont concernant :			
Les dirigeants			
Les filiales			
Les participations			
Les autres entreprises liées			